

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

**Parti Communiste
Internationaliste**
10, rue de Lancry
PARIS - X
PERMANENCE :
tous les samedis après-midi

**Pour le succès de la campagne revendicative
Contre les préparatifs de guerre impérialiste
Pour un gouvernement communiste-socialiste**

DU CLOS DOIT PROPOSER L'UNITÉ D'ACTION A MOLLET

L'exemple belge

par J. PRIVAS

Les travailleurs belges sont à nouveau au tableau d'honneur du prolétariat européen. Non seulement à cause de leur admirable combativité mais aussi parce que leur victoire contre les 2 ans a véritablement une portée internationale.

Elle a une portée internationale d'abord parce que ce n'est pas seulement le gouvernement belge mais tous les gouvernements capitalistes qui ont dû céder devant les manifestations des soldats et la grève générale du 9 août. C'est toute la coalition atlantique qui a subi une défaite. Devant les mutileries dans les casernes, le gouvernement belge avait cherché un appui auprès des autres bourgeoisies en demandant une réunion internationale des six pour étendre les 2 ans à toutes les armées. Elle se tint le 12, mais le 9 avait eu lieu la grève générale et elle se sépara bien vite en déclarant « qu'il n'était pas actuellement possible d'arriver à un accord ». Bien entendu chaque gouvernement chercha à sauver la face en arguant d'une chose ou d'une autre, et il est vrai que des raisons économiques interviennent mais la raison essentielle est la sainte trouille qu'inspirait l'exemple belge.

Dès le lendemain le gouvernement belge ramenait le temps de service à 21 mois. Le gouvernement français n'adoptait pas les 2 ans malgré les promesses faites à Eisenhower que celui-ci rapportait dans son premier rapport au congrès américain.

Le gouvernement hollandais, lui, n'avait même pas attendu la grève générale pour décider la démobilisation immédiate de tous les soldats ayant plus de 2 ans de service (et ceci bien qu'il fut démissionnaire et n'eut qu'à expédier les « affaires courantes »).

Plus important encore est le soufflet porté à Ridway qui, transmettant les ordres du Pentagone la veille de la réunion des 6, se prononçait catégoriquement pour les 2 ans. Un porte parole du ministère de la guerre américain devait ensuite déclarer avec rage que les plans militaires belges devraient maintenant être révisés jusqu'en 54 et qu'il existait une opposition populaire au 2 ans en Europe.

Les travailleurs belges n'ont pas seulement vaincu pour eux mais pour nous tous.

(Suite page 3)

La défense des conditions de vie des masses laborieuses, ce n'est pas l'inexistante « baisse Pinay » qui l'assure, mais en premier lieu la lutte des travailleurs pour un relèvement de leurs salaires. La C. G. T. engage une campagne revendicative sur cette question. TOUS LES MILITANTS, DANS LES ENTREPRISES, DOIVENT PARTICIPER TRES LARGEMENT A CETTE CAMPAGNE. Le point le plus important pour en assurer le succès, c'est la réalisation de l'unité d'action. Les dirigeants de F. O. et de la C. F. T. C. y résistent. Cependant, on a pu le voir à la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives, ils doivent tenir compte de la pression des travailleurs. Celle-ci sera d'autant plus forte que la C. G. T. et ses syndicats feront systématiquement des propositions d'unité d'action aux autres centrales, fédérations et syndicats.

Mais la défense des conditions de vie des masses n'est pas qu'une question de salaires. Les conditions de vie des masses dépendent de l'orientation qui est donnée à la politique du pays (préparatifs de guerre ou investissements et constructions, etc...).

Leur défense est une question de gouvernement et même de régime.

Le niveau de vie problème politique

En termes bien modérés, la direction du P. S. a enregistré la faillite de l'expérience Pinay. Elle semble se livrer à une politique d'attente, espérant peut-être qu'une occasion favorable pour les ministères de retrouver un portefeuille se présentera. Ce n'est pas cela qui peut changer le sort des masses.

La direction du P. C. F. a affirmé que le mécontentement du pays était tel qu'il était possible d'imposer un changement d'orientation à la politique de la France. Mais obtenant les votes de la majorité de la classe ouvrière, elle ne parvient pas à mobiliser les masses, et depuis plusieurs mois, d'une session du C. C. à une autre, se livre à une « auto-critique » sans définir la politique qui mettrait un terme à la situation présente.

Qu'avons-nous vu à la session du C. C. de septembre? La vie politique dans le P.

C. F. ne permettant pas à des courants de s'exprimer, c'est un des compagnons de route, P. Cot, qui du dehors est venu proposer une politique droitiste. Fort astucieusement, il dit: vous êtes pour la coexistence pacifique en matière de politique extérieure, vous devez l'être en matière de politique intérieure. Ne répondant pas à l'objection capitale de P. Cot, qui met en cause toute la politique stalinienne, la direction du P. C. F. préconise un « Front National Uni ». Concrètement, que signifie cette for-

par Pierre FRANK

mule? Que doit faire le militant, la cellule communiste? A qui doivent-ils s'adresser pour faire ce « Front National Uni »?

Bien que la dernière session du C. C. n'ait pas rappelé la déclaration de l'article de Billoux qu'un changement de politique ne pouvait être obtenu qu'en assurant la défaite de la bourgeoisie en tant que classe, Lecœur a dit qu'un patron pacifiste n'en continuait pas moins à exploiter ses ouvriers. Donc c'est vers les ouvriers non communistes, les artisans, les classes moyennes, etc..., c'est-à-dire une grande partie de la clientèle socialiste, qu'il faut se tourner avant tout. Va-t-on la mobiliser pour un front quelconque, seulement en lui dénonçant les chefs socialistes? Même avec quelques propositions faites à des organismes de base du P. S., les militants com-

munistes n'aboutiront à rien à l'échelle nationale, pour un Front National Uni. Cette formule nouvelle ne donnera pas plus de résultats que les formules similaires du passé.

Front unique ouvrier

Le seul moyen pour parvenir, avec des campagnes systématiques, à mobiliser les larges masses travailleuses, c'est de préconiser un accord de parti à parti, un accord entre le P. C. F. et le P. S. pour des actions communes. La direction de la C. G. T. ne fait pas que dénoncer Jouhaux et Cie, elle leur fait aussi des propositions d'action commune. Pourquoi la direction du P. C. F. ne s'adresse-t-elle pas à la direction du P. S.? Dans l'état actuel des choses, le « Front National Uni » n'est en fin de compte qu'une formule qui permet aux deux directions d'esquiver la réalisation du FRONT UNIQUE DE CLASSE.

Les objectifs d'une action commune n'ont guère besoin d'être longuement développés ici. Tous les travailleurs veulent un relèvement de leurs conditions de vie, une lutte contre les trusts, un budget affecté à la construction de logements, d'écoles, et non à la guerre contre le peuple vietnamien et aux préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale... Mais il ne suffit pas de mettre en avant quelques objectifs précis.

(Suite page 2)

Les Travailleurs américains devant les 2 candidats capitalistes

Avec une brutalité toute militaire, Eisenhower, candidat du Parti Républicain, a clairement déclaré le 25 août, devant l'American Legion, que sa tâche numéro 1 s'il était élu, serait de préparer et de mener la guerre contre l'U. R. S. S., la Chine, les Démocraties Populaires, et tous les peuples dont la révolte met ou mettrait en péril l'hégémonie du Capital américain sur camoufflet donné par les travailleurs belges

le monde Les difficultés économiques et le explique l'accueil peu enthousiaste que les bourgeois européens réservèrent aux franches déclarations du Général.

Mais ce dernier (pour « Européen » qu'il ait été qualifié par cette même presse qui aujourd'hui le boude), se souciait fort peu de répondre aux préoccupations des bourgeoisies Européennes, mais bien à celles du grand Capital américain qu'avant toutes choses il s'engage à servir pour préparer et mener la guerre de reconquête du marché mondial.

Le discours que fit le 27, devant le même public, le candidat démocrate Stevenson, bien que plus mesuré dans la forme, répondait pour le fond à la même préoccupation que celui d'Eisenhower: s'il estime nécessaire une phase préliminaire dans laquelle l'impérialisme devra organiser le travail de sape à l'intérieur des pays qui ont échappé à son contrôle, il se garde bien de démentir « Ike » sur le problème capital de la guerre que l'impérialisme prépare. C'est que, dans ce premier discours électoral, lui aussi s'adresse au même maître qu'Eisenhower, au même Grand Capital américain, et c'est lui qu'il s'engage à servir fidèlement (comme le fait aujourd'hui son collègue de Parti, Truman). Son langage plus nuancé tient surtout au fait qu'il

(Suite page 3) S. NORIS.

Pour un fond de départ de "LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS"

Dès la parution du premier numéro de « La Vérité des Travailleurs » des abonnements et des souscriptions sont parvenus en réponse à notre appel.

Maintenant il faut organiser et élargir ce résultat en collectant les abonnements et les souscriptions de tous les sympathisants du trotskysme. Pour stabiliser notre budget et envisager un agrandissement du journal il faut constituer un fond de démarrage au plus vite.

Les militants du parti vont dans les semaines qui viennent faire appel à tous nos amis pour constituer ce fond. Chacun aura à cœur de faire un sacrifice pour que s'exprime le Parti Communiste Internationaliste, Section française de la IV^e Internationale.

Dès maintenant adressez-nous votre abonnement, votre souscription, votre abonnement de soutien. A partir du prochain numéro nous publierons les résultats de cette campagne.

Abonnement: 1 an 200 francs. C. C. P. Corvin c/o P. Frank, 10, rue de Lancry, 964-96.

L'EXPÉRIENCE PINAY EST CONCLUANTE : POUR VAINCRE LA MISÈRE IL FAUT UN GOUVERNEMENT DES PARTIS OUVRIERS

Le gouvernement Pinay s'était donné pour objectif d'assainir les finances de l'Etat, de juguler l'inflation et de faire baisser les prix. Pour assainir les finances le gouvernement a amnistié les fraudeurs et favorisé les grands capitalistes. Pour faire baisser les prix il a tenté de créer un « climat de confiance » et de « prise de conscience nationale » chez les producteurs et les distributeurs. La ménagère attend encore la baisse des prix. L'emprunt Pinay devait faire des miracles mais il se solde par un échec que les milieux officiels dissimulent malaisément: l'or n'a pas regagné les caisses du trésor et la quantité d'argent frais rentré est à peine de 200 milliards, sur les 600 milliards escomptés.

Par contre, à la différence de ces prédécesseurs, le gouvernement Pinay n'a pas, jusqu'alors, enregistré à son compte une inflation rapide. Mais il faut rendre à César ce qui appartient à César: si Pinay semble avoir réussi dans ce domaine c'est qu'il a pris le pouvoir au moment où se développait dans le monde une tendance à la baisse des prix des matières premières. Bénéficiant de cette situation, le Président du Conseil, solidement appuyé par la presse et la radio, a pu faire croire aux naïfs qu'il était « l'homme de la situation », le « sauveur de l'économie française ». Mais l'échéance arrive: Pinay sent venir le moment où la tendance à la baisse des prix laissera la place à une nouvelle inflation causée par l'intensification des préparatifs de guerre. En conséquence ce défenseur du « libéralisme intégral » se lance maintenant dans un soi-disant néo-dirigisme dont le mérite essentiel sera, paraît-il, de protéger le consommateur.

Qui fait les frais de l'expérience ?

Si l'on met de côté le bluff à la baisse et les innovations économiques sensationnelles du gouvernement, après six mois « l'expérience Pinay » se solde ainsi:

- protection éhontée pour le grand capital;
- misère grandissante pour les travailleurs;
- difficultés croissantes pour les classes moyennes des villes et des campagnes.

Le gouvernement soutient la politique de blocage des salaires du grand patronat, il écrase d'impôts les petits commerçants et étrangle la petite agriculture par l'écart existant entre

les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels.

Mais tout ceci est la rançon logique d'une économie orientée de plus en plus sur la préparation à la guerre. On ne peut pas faire des canons et donner en même temps du beurre à l'ouvrier.

A mesure que se développera l'économie de guerre grandira la misère des masses travailleuses. L'inflation et le chômage dans les branches de l'économie qui travaille plus spécialement pour les biens de consommation iront se développant. Car les masses travailleuses ayant de plus en plus un pouvoir d'achat abaissé ne pourront plus se procurer comme par le passé les produits dont elles ont besoin; les marchands vendant moins, les usines produiront moins et des travailleurs de ces usines seront réduits au chômage. Le seul secteur qui ne rencontrera pas de difficultés de cet ordre sera le secteur de la production de guerre.

Suivant l'exemple de ses prédécesseurs Pinay, depuis des mois, réserve dans tous ses discours un petit refrain spécial aux investissements et à la modernisation du matériel industriel français. Mais pas plus qu'eux il n'a résolu la question. Tout au contraire, il a réduit la part du budget consacré à ce chapitre.

Pourtant Pinay avait la prétention de redonner à la France une place de premier plan dans les échanges économiques; lui aussi voulait arrêter le déficit de la balance des exportations et des importations. Mais il n'est arrivé qu'à accroître ce déficit. Pour augmenter les exportations de produits finis il faudrait effectivement, comme l'a dit Pinay, diminuer les prix de revient mais ce résultat ne peut être atteint, étant donné le retard de la France, que si une partie importante du budget est consacrée à la modernisation de l'équipement industriel français. Il faudrait

que les énormes bénéfices qu'accumule le grand capital servent au développement économique. Et cela aucun gouvernement capitaliste, qu'il soit « libéral » ou « dirigiste » ne l'imposera à ses propres patrons. Il faut les exproprier pour rendre les moyens de productions aux travailleurs.

Pas de solutions capitalistes

Tous les pays capitalistes s'orientent de plus en plus vers la production de guerre; c'est là leur seule issue pour faire reculer la crise économique qui les menace. Mais la concurrence joue aussi chez les producteurs de canons. Aussi le capitalisme français en plein état de décrépitude en est-il une des premières victimes.

Le gouvernement Pinay a obtenu du capitalisme américain la promesse d'importantes commandes américaines de matériel de guerre. Mais le chiffre restait à fixer. Suivant les plans des magnats de l'industrie lourde en France, les commandes « off shore » devaient atteindre la jolie somme de 625 millions de dollars. Seulement les magnats de l'industrie lourde américaine ont, eux, intérêt à faire fonctionner surtout les usines américaines. C'est pourquoi leur gouvernement a pour l'heure réduit le montant de ces commandes.

Il n'est pas impossible que les U. S. A. apportent une aide plus grande à la bourgeoisie française bien qu'elle n'ira certainement pas très loin jusqu'aux élections américaines.

De toutes façons cela ne sera qu'une aide apportée au patronat français. Quant aux travailleurs ils ne pourront réellement changer leur situation qu'en renversant le gouvernement capitaliste, en instaurant le leur, celui des partis ouvriers, qui, en rompant avec les guerres coloniales et les préparatifs de guerre générale, permettra de faire cesser la misère des masses.

VEILLE DE GRANDES LUTTES EN TUNISIE

En mars dernier, après le *ratissage* du cap Bon, les massacres du Sahel, le coup de force du résident de Haute-Loire contre le ministère Chenik, les colonialistes pensaient avoir marqué un point décisif.

Aujourd'hui, six mois après ces événements, malgré la mise en place d'un ministère fantôme, le gouvernement français n'arrive pas à faire accepter son « plan de réforme » qui est en fait un refus pur et simple aux revendications les plus élémentaires du peuple tunisien. Au contraire, s'appuyant à nouveau sur les leaders politiques et syndicaux du mouvement nationaliste le bey s'apprête à opposer une fin de non recevoir aux propositions françaises.

Malgré une répression ininterrompue le peuple tunisien, loin de se laisser abattre par l'échec de la tentative de collaboration avec l'impérialisme que ses dirigeants avaient entreprise, n'a fait qu'accroître sa résistance. Attentats, actes de sabotage, grèves revendicatives, grèves de solidarité contre la répression n'ont cessé de se succéder. Son action vigoureuse a rendu sans effet les tentatives faites par le gouvernement français et le résident général pour trouver un appui valable dans les milieux dirigeants de la bourgeoisie tunisienne et pour forcer le bey à se séparer du mouvement de résistance nationale. Au contraire, ce mouvement, non seulement soutient la résistance du souverain aux prétentions françaises, mais encore élève le niveau de sa lutte; on signalait récemment des tracts diffusés à Tunis proclamant: Vive la République Tunisienne! Vive Ferhat Ached! Vive Bourguiba! Dans d'autres publications il était recommandé aux musulmans, à l'occasion de la fête de l'Aïd-el-Kébir, de réserver leurs économies à des « entreprises nationales » plutôt qu'à l'achat du mouton traditionnel.

L'impérialisme français, malgré la terreur, l'intimidation, les tentatives de cor-

ruption se trouve donc dans la même impasse qu'il y a six mois. Incapable de briser de front la résistance nationale il ne peut non plus tromper sa vigilance. Et son échec en Tunisie aura des répercussions immédiates dans toute l'Afrique du Nord et particulièrement au Maroc. L'espoir qu'il caressait en mars dernier de pouvoir profiter de son provisoire succès en Tunisie pour briser à son tour le mouvement national marocain aura été déçu. Au contraire, là aussi le mouvement d'indépendance reprend de la vigueur, renforce son unité et réclame avec de plus en plus d'insistance la révision du traité de protectorat.

Les événements de Tunisie en particulier ont démontré l'impossibilité de parvenir à une amélioration du sort des peuples coloniaux par la voie de la collaboration avec l'impérialisme. Leur évolution depuis mars souligne l'inévitable nécessité pour ces peuples de parvenir à la lutte ouverte contre leurs oppresseurs pour arracher leur indépendance.

La lutte des peuples d'Iran et d'Egypte qui vient faire écho à celle des peuples d'Afrique du Nord démontre que dans la situation actuelle la lutte pour l'indépendance nationale des colonies conduit de plus en plus rapidement à résoudre aussi les problèmes sociaux de ces peuples.

D'autre part, dans le cadre de la préparation de la troisième guerre mondiale, la lutte des peuples d'Afrique du Nord pose de redoutables problèmes non seulement pour la bourgeoisie française mais pour le camp impérialiste tout entier.

Les masses arabes ne seront pas, cette fois, la chair à canon docile que souhaite l'impérialisme et, là comme en Europe, ses plans se heurteront à la résistance révolutionnaire des masses opprimées.

M. CORVIN.

Septième Anniversaire de la République Vietnamiennne

Nous avons reçu la résolution suivante que nous publions en assurant les travailleurs vietnamiens du soutien complet de la IV^e Internationale.

Les Vietnamiens de la région parisienne, sur l'invitation de la Section locale des Travailleurs Vietnamiens de Paris, réunis en meeting le 31-8-52, pour commémorer l'insurrection populaire du Viet-Nam et de la Proclamation de son Indépendance, constatent que:

La lutte du peuple vietnamien pour son indépendance nationale, emulée par la Révolution Chinoise, a changé de caractère au cours de son processus et s'est transformée en lutte de classe dont le but immédiat sera de renverser et le régime féodal et le régime colonial.

La préparation accélérée à la guerre par l'impérialisme mondial se heurte actuellement à des mouvements révolutionnaires dans les pays coloniaux, semi-coloniaux, en Extrême-Orient comme aux Moyen et Proche-Orient et des luttes autant économiques que politiques des travailleurs des pays capitalistes.

La solidarité internationale des travailleurs n'est plus un mot d'ordre abstrait, elle devient la réalité et est en train d'évoluer sur l'échelle mondiale.

Ils tiennent à saluer la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme et celle des travailleurs des pays avancés contre le capitalisme.

Ils renouvellent leur appel à la classe ouvrière de France d'accélérer son aide aux peuples vietnamiens et nord-africains en vue de les libérer du joug de l'impérialisme français.

INDEPENDANCE TOTALE DU VIET-NAM!

A BAS BAO-DAI ET SA CLIQUE!

RETRAIT DES CORPS EXPEDITIONNAIRES!

VIVE L'UNION DE TOUS LES TRAVAILLEURS!

EN AVANT, POUR LA REVOLUTION DU PROLETARIAT MONDIAL!

Paris, le 31 août 1952.

SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

Le Secrétariat International édite le résumé des cours de l'Ecole de Cadres Internationales (1952):

Cahier N° 1. — Fondements philosophiques du marxisme, par G. Manuel.

Cahier N° 2. — Economie politique, par E. Germain.

Cahier N° 3. — Histoire du mouvement ouvrier, par P. Frank.

Chaque cahier: 100 francs

Versement au C. C. P. Corvin c/o P. Frank, 10, rue de Lancry, Paris (10^e), 964-96.

DUCLOS doit proposer l'unité d'action à MOLLET

Suite de la première page

Les masses — qui ne sont pas versées dans les raffinements des prétendus grands hommes politiques — savent fort bien qu'un changement politique, c'est une question de gouvernement. C'est en ouvrant une perspective sur la question gouvernementale qu'on favorisera le déclenchement de luttes aboutissant à une lutte d'ensemble. A la dernière session du C. C. du P. C. F., la formule du « Front National Uni » n'a pas été accompagnée, même timidement, d'une perspective comme celle du gouvernement d'union démocratique. La direction du P. C. F. sait fort bien que ce mot d'ordre ne mobilisait même pas les militants du P. C. F. La seule solution possible, c'est — en liaison avec des propositions pour un front unique de classe entre P. C. F. et P. S., — la perspective d'un GOUVERNEMENT COMMUNISTE-SOCIALISTE réalisant un programme au service des masses.

Des propositions de parti à parti pour une lutte commune allant jusqu'à la constitution d'un gouvernement communiste-socialiste, c'est la seule façon de mobiliser les larges masses pour aboutir à un changement politique total en France.

IL FALLAIT PRENDRE LE POUVOIR EN 1944

En août a été célébré l'anniversaire de la libération. Mille choses ont été dites et écrites à cette occasion, mais une a manqué: en 1944 les partis ouvriers pouvaient prendre le pouvoir et ils ne l'ont pas fait. Au contraire ils l'ont donné à de Gaulle. Tous les travailleurs sont conscients que ce fut une politique catastrophique. Pourtant aucun dirigeant ne fait cette auto-critique.

Le pouvoir était entre les mains des travailleurs armés. La bourgeoisie ne le récupéra que parce que les dirigeants ouvriers devinrent leurs ministres au lieu d'instaurer le gouvernement ouvrier et paysan du Parti Communiste et du Parti Socialiste.

Bien que cette auto-critique ne soit pas faite cette expérience n'a pas été perdue pour les travailleurs français et il est sûr que la prochaine fois ils ne rendront ni leurs armes ni leur pouvoir.

LES TRAVAILLEURS AMÉRICAINS DEVANT LES 2 CANDIDATS CAPITALISTES

Suite de la première page

est le candidat du Parti actuellement au pouvoir.

Ce qu'il faut souligner c'est leur commun manque de politique internationale concrète. Comme le montrait déjà Léon Trotsky après la première guerre mondiale, les U. S. A. en dominant le monde capitaliste souffrent de toutes les contradictions de celui-ci, et celles-ci introduisent le désarroi dans la pensée de la bourgeoisie américaine. Elle ne voit plus de solution pour essayer de vaincre la révolte internationale des masses que dans la guerre.

Seulement, ni l'un ni l'autre des deux principaux candidats n'est encore élu, et dans ce pays où les travailleurs, faute d'une grande organisation politique ouvrière, votent en majorité pour l'un ou l'autre des deux candidats bourgeois, il ne suffit pas pour passer d'avoir l'agrément des manitous de la finance et de l'industrie, encore faut-il obtenir les voix des millions de travailleurs organisés dans les grandes centrales syndicales, et des millions de noirs opprimés par les persécutions raciales. C'est pourquoi, après avoir donné au grand Capital toutes garanties, l'un et l'autre candidats poursuivirent leur campagne électorale en promettant le beurre et les libertés démocratiques aux travailleurs, la cessation des persécutions raciales et l'égalité effective au peuple noir, et même (Eisenhower) la cessation quasi immédiate de la guerre de Corée! Et comme garantie de l'application de ces promesses démagogiques, le candidat démocrate à la vice-présidence est un raciste du Sud, cependant que le candidat républicain pour le même poste est un spécialiste réputé de la « chasse aux sorcières » (lutte contre le communiste aux U. S. A.).

Jamais encore le fossé n'est apparu si grand entre la réalité des tâches que se proposent d'accomplir les candidats de la bourgeoisie: la préparation de la guerre impérialiste dont ils parlent pour la première fois aussi crument, et les promesses qu'ils font au peuple américain afin d'obtenir de lui les votes dont ils ont besoin pour le conduire ensuite à l'abattoir.

Dans le mouvement ouvrier

L'expérience passée a amplement montré que les désaccords entre les deux grands Partis bourgeois étaient vite aplanis quand il s'agit de réprimer le mouvement ouvrier (c'est ainsi que la loi Taft Hartley, de répression des grèves, d'inspiration républicaine, a largement servi le gouvernement démocrate dans sa lutte antiouvrière). Cependant les bureaucrates syndicaux entraînent les travailleurs puissamment organisés sur le plan syndical mais manquant totalement d'organisation politique, à apporter leurs suffrages aux candidats démocrates, apportant ainsi leur caution à leur démagogie, au lieu de la combattre.

C'est parmi les travailleurs les plus opprimés, et de leur révolte que naît la conscience de la duperie de ce choix qu'on impose aux travailleurs. Pour la première fois, un sénateur noir, élu de Harlem, Adam C. Powell, dans un discours prononcé le 3 août, a renvoyé dos à dos les deux candidats de la bourgeoisie et a menacé les deux Partis d'un boycott des électeurs noirs après avoir rappelé comment toutes les promesses faites à ceux-ci par Truman lors des élections de 1948 avaient été oubliées après ces élections, cependant que les crimes raciaux augmentaient.

Cette prise de position a immédiatement reçu le soutien du SWP (parti trotskiste américain) qui mène courageusement la campagne électorale malgré les persécutions anticommunistes, en dénonçant la préparation à la guerre de l'impérialisme américain. Pendant que le Parti Progressiste, soutenu par le P. C. Américain, continue d'entretenir parmi les travailleurs l'illusion d'une co-existence pacifique, le SWP est le seul à déclarer ouvertement que la guerre est inhérente au capitalisme américain et que la seule façon de l'empêcher est d'abattre sa domination.

Pour un parti travailliste américain

Dans une lettre ouverte à Powell, Farrell Dobbs, candidat du SWP, déclare, après avoir salué sa courageuse déclaration, que le boycott qui en fait priverait le peuple noir d'un moyen d'expression n'est pas la bonne solution:

« Dans ces élections le meilleur moyen de porter un coup à Jim Crow [le racisme] et aux partis qui le perpétuent est de voter

pour le Socialist Workers Party... Car un vote massif et indépendant pour le SWP préfigurerait les jours à venir quand les travailleurs blancs et noirs réuniront leurs forces dans un puissant parti à eux afin d'en finir avec la domination politique du Grand Capital et de ses alliés les Bourbons du Sud. »

Telle est en effet la grande idée pour laquelle luttent les trotskistes américains et qu'ils expriment dans cette campagne. Le 27 juillet dernier la camarade Myra Tanner Weiss déclarait dans un discours à la télévision:

« Ce gigantesque mouvement ouvrier américain qui a fait plier le genou aux plus puissants monopoles — qui a humilié Ford, General Motors et U. S. Steel — pourrait présenter ses propres candidats, si nous employons notre véritable force politique.

Nous devons unir les rangs des ouvriers américains de toutes races et de toutes origines nationales dans un fort parti du peuple travailleur.

Nous devons en finir une fois pour toute avec le monopole politique des partis des patrons et des banquiers. »

C'est dans cette voie que les travailleurs américains peuvent faire échec aux préparatifs de guerre de leur bourgeoisie. Nous devons les aider à s'y engager en n'oubliant jamais qu'il y a deux Amériques, celle des 60 familles et celle des exploités et faire de ces derniers nos alliés par notre propagande et notre attitude fraternelle à leur égard.

Vous lirez dans

IV. Internationale

à paraître au début Octobre
un important article sur

LA REFORME AGRAIRE EN CHINE

par KIM

Une enquête de notre
correspondant en Chine

NEGUIB ESSAIE D'ÉTOUFFER LA RÉVOLUTION

L'Egypte est le pays économiquement le plus développé du Moyen-Orient. Les événements qui s'y déroulent sont une des manifestations de la décomposition du monde capitaliste.

L'exemple belge

Suite de la première page

Ils ont porté un coup aux préparatifs de guerre impérialiste.

L'autre aspect de la portée internationale de cette action c'est l'exemple et la leçon politique d'une rare clarté donné par les Belges.

Il en ressort qu'il est possible d'engager des luttes de masses et même une grève générale non seulement contre les conséquences économiques des préparatifs de guerre mais contre ces préparatifs eux-mêmes. C'est-à-dire d'engager une lutte d'ensemble pour des objectifs politiques. Mais ceci a deux conditions: que cet objectif soit clair et qu'il touche tous les travailleurs, que l'unité d'action puisse donc se réaliser pour l'atteindre et qu'elle se réalise.

Nous voulons cette unité, dira le P. C. F., nous luttons contre la guerre mais ce sont les dirigeants du P. S. qui ne veulent pas.

Là encore l'exemple belge peut clarifier bien des choses. Il montre que les dirigeants socialistes peuvent être contraints par la pression des masses à s'engager dans la lutte, car en Belgique c'est le P. S. qui occupe à la tête de la classe ouvrière la place qu'occupe le P. C. F. en France. C'est donc que même avec eux il est possible, dans certaines conditions, de combattre contre la bourgeoisie.

Ce sont ces conditions qu'il faut créer. D'abord en formulant des mots d'ordre concrets (à bas les 2 ans, ou à bas les 18 mois, à plus de résonnance que des campagnes pour des pactes gouvernementaux). Ensuite en proposant sans se lasser la lutte en commun aux dirigeants socialistes. Car s'ils ont encore la confiance d'une partie de la classe ouvrière ce n'est pas seulement en les dénonçant comme des traîtres qu'on leur fera perdre cette confiance. Il faut les contraindre en leur proposant sans arrêt ce que veulent aussi les ouvriers socialistes. Alors se créeraient ces conditions qui permettent les luttes économiques et politiques d'ensemble car ou bien ils seront contraints d'accepter sous la pression de leur propre base, ou bien ils seront submergés par elle.

Alors on verra les préparatifs guerriers se décomposer. Car c'est encore une leçon non sans importance que quelques semaines d'action véritablement prolétarienne dans un petit pays ont eu plus de résultats pratiques que des années de rassemblement de centaines de millions de signatures.

pitale. Les émeutes du Caire, de janvier dernier, avaient soulevé l'inquiétude des impérialistes. L'intervention de l'armée qui avait en janvier rétabli « l'ordre » au Caire apparaît comme une tentative des chefs militaires de prévenir et d'éviter un mouvement révolutionnaire des masses en sacrifiant le roi Farouk et sa clique.

Quelle est la politique de Neguib par rapport aux différentes forces sociales?

Vis-à-vis de l'impérialisme, il ne se prononce pas. On ne possède pas d'éléments précis pour savoir ce que cache son silence: il a fait arrêter des dirigeants du Wafd dont l'autorité sur les masses provenait avant tout de leurs propos antiimpérialistes, mais il a pris dans son ministère des membres des « Frères musulmans », organisation réactionnaire qui s'était signalée par son hostilité aux Anglais. Quant aux impérialistes, les Américains affectent envers lui une attitude assez bienveillante, les Anglais sont plus réservés.

Neguib, qui s'appuie sur les cadres de l'armée — exprimant les aspirations de couches petites bourgeoises — vient de décider une « réforme agraire ». Mais le contenu de celle-ci (à commencer par la limite des terres à 80 hectares) montrent le caractère tout à fait restreint de cette réforme qui ne pourrait être profitable qu'à 6 ou 7 % des paysans. Ceux-ci, avec l'abdication de Farouk, ont cru que leur sort allait changer. Ils ont commencé à refuser de payer les fermages. Neguib, qui a promis d'étudier les réclamations des propriétaires fonciers, avertit sévèrement les paysans: « Réforme ne signifie pas anarchie », ajoutant qu'il sévirait avec une poigne de fer. Dans une déclaration à la radio il dit: « L'armée est déterminée à ne pas laisser compromettre les résultats de son action. En particulier j'avertis les ouvriers de se montrer très prudents et de ne pas suivre aveuglément les éléments subversifs qui pourraient tenter d'entraver notre mouvement. » Et, à titre d'avertissement, il vient de faire pendre deux jeunes ouvriers à la suite des grèves des usines textiles d'Alexandrie, les plus importantes du pays.

La tentative réformatrice dirigée par Neguib s'avère donc très timorée envers les couches possédantes et prétend maintenir dans « l'ordre » les masses ouvrières et paysannes. La tentative de l'armée repose sur des bases extrêmement faibles et n'a guère de chance d'aboutir à une solution tant soit peu stable. Nous sommes dans une période où rien ne peut être fait sans les masses. Aucun coup d'Etat ne pourra faire faire l'économie d'une révolution des ouvriers et des paysans qui, seule, pourra libérer l'Egypte de l'impérialisme et résoudre les problèmes urgents et, avant tout, la question agraire.

LA CRISE POLITIQUE — EN HOLLANDE —

De notre correspondant à Amsterdam.

A en croire « Le Monde », une des raisons de la durée de la crise gouvernementale en Hollande aurait été la lenteur caractéristique des Hollandais. Sans vouloir contester la profondeur de cette découverte je me permettrais de souligner un autre aspect des événements.

Depuis l'introduction du suffrage universel le Parti Catholique était le plus fort, groupant un tiers des électeurs grâce à la complète domination de l'église sur le sud du pays. Avec les deux partis chrétiens (antirévolutionnaires et chrétiens historiques) et le parti du grand capital, « libéral », il assurait à la bourgeoisie la majorité parlementaire.

Cette situation plaçait le mouvement ouvrier devant des problèmes spéciaux: comment amener la rupture entre les ouvriers religieux et les partis cléricaux. Pour un ouvrier il est facile de comprendre que la seule manière aurait été l'exemple de la lutte des partis et syndicats ouvriers contre le capital. Démasquer les crimes de la coalition gouvernementale des capitalistes et de l'église dans le parlement et au dehors, forger la solidarité et l'unité ouvrière dans les usines, voici la route pour gagner le sud ouvrier au socialisme.

Malheureusement les bureaucrates et les petits bourgeois qui ont réussi à prendre la direction du parti ouvrier ont d'autres conceptions. Dès après la guerre ils fusionnèrent, le Parti Socialiste avec des petits partis religieux petits bourgeois. Ils changèrent le programme du parti abandonnant la lutte de classe et créèrent toutes sortes

de centres dans ce nouveau parti pour les chrétiens, les catholiques, la classe moyenne et même pour les patrons. Ce parti « socialiste démocratique » était le 2^e parti du pays (27 % des voix) il chercha la force dans les coalitions gouvernementales avec les partis bourgeois en premier lieu avec le parti catholique.

Cette politique ne fut attractive ni pour les ouvriers socialistes ni pour les ouvriers catholiques et le Parti Communiste en profita. Petit groupe sectaire avant la guerre il obtint 10 sièges et 10 % des voix en 1946. A Amsterdam il devenait le premier parti et en même temps bâtissait un mouvement syndical (E. V. C.) aussi fort que les syndicats réformistes (N. V. V.). Mais le P. C. se conduisit comme la vache qui renverse son propre lait, comme on dit ici. Appliquant la politique stalinienne de collaboration de classes, il trahit des grèves et, en conséquence, reperdit son influence et ses syndicats devinrent fantomatiques.

Lorsque se développa la volonté de combattre les préparatifs de guerre impérialistes, parmi les ouvriers ils se tournèrent vers le N. V. V. qui est aujourd'hui devenu plus fort que jamais.

Cette radicalisation des masses amena pour la première fois de nombreux ouvriers catholiques à voter socialiste, ce que n'avait pu réaliser la transformation droitière du P. S. De même beaucoup d'ouvriers communistes votèrent socialistes. Ils ont compris que dans la lutte contre le capitalisme, on ne peut soutenir un parti qui n'a plus de base dans les syndicats. C'est pour la même raison qu'en France la grande majorité des ouvriers soutiennent le P. C.

Cette radicalisation des masses a chan-

gé la physionomie politique de la Hollande. Elle s'est reflétée dans les dernières élections: le parti catholique s'est affaibli tandis que le Parti Socialiste est devenu le parti le plus fort. C'est ce qui est à la base de la crise gouvernementale, d'autant plus délicate que la bourgeoisie ne peut plus être sûre du Parti Socialiste, maintenant que les ouvriers ont commencé à « s'immiscer » dans les affaires. Pour la première fois la bureaucratie du P. S. a dû tenir compte des syndicats. Elle l'a fait à sa manière en faisant participer deux dirigeants syndicaux au nouveau gouvernement.

Mais la bureaucratie veut trahir la victoire électorale. Elle a peur des masses en mouvement. A tous prix elle a voulu participer à un gouvernement de coalition et après plus de deux mois de marchandages le résultat a été un gouvernement avec 6 catholiques, 5 socialistes, 2 antirévolutionnaires, 2 chrétiens historiques et un bourgeois « sans parti ».

C'est scandaleux. Mais nous ne sommes qu'au début. Les masses sont en marche. Elles sont obligées d'exprimer leur mécontentement en soutenant le Parti Socialiste par manque d'un autre grand parti. Mais elles ne sont satisfaites ni de leur direction ni du gouvernement qu'elle a aidé à former. Le développement montrera qu'il n'a qu'une tâche: préparer la guerre et voler les travailleurs. L'opposition marxiste révolutionnaire qui commence à s'organiser dans le P. S. trouvera en même temps le soutien des prolétaires qui veulent que leur parti combatte réellement pour leurs intérêts.

TRALEN.

LE 19^e CONGRÈS du P. C. de l'U. R. S. S.

Face aux préparatifs de guerre imperialiste

Partout on cherche et on donne une explication à la convocation du 19^e Congrès du Parti Communiste de l'U. R. S. S. Il est clair qu'une telle question se pose car on peut difficilement invoquer la simple application des statuts, qui comme ceux de chaque parti prévoit des congrès à des termes réguliers (tous les 3 ans) alors qu'il y a 13 ans au moins qu'ils n'ont pas été appliqués.

L'adoption du cinquième plan quinquennal est également une explication insuffisante puisqu'il y a déjà 18 mois qu'il est en application et, de plus, que le 4^e a été adopté, appliqué et terminé sans qu'aucun congrès ne se soit prononcé sur lui.

Par contre, si on place cette convocation dans le cadre de la situation internationale actuelle on peut comprendre et sa cause et le sens général des rapports présentés.

Bien que, et en même temps que s'effectue toute la propagande sur la coexistence pacifique entre les deux régimes le gouvernement soviétique n'est ni sourd ni aveugle aux préparatifs de guerre de l'impérialisme. Il sait qu'il faut se préparer à la guerre. Et nous savons que sauf si la révolution socialiste triomphe aux U. S. A. dans des délais courts (ce qui est malheureusement peu probable) l'impérialisme essaiera d'écraser la révolution dans le monde. Cela signifie et signifiera à nouveau un effort énorme à fournir par le peuple soviétique. Ce 19^e Congrès est un moyen gouvernemental pour l'y préparer en améliorant les conditions matérielles et psychologiques dans le pays et les conditions politiques dans le parti.

Le plan quinquennal montre que pour la première fois l'accroissement de la production des objets de consommation sera presque aussi importante que la production des moyens de production. Ce qui représentera certainement une élévation du niveau de vie des masses.

Par ailleurs l'accent est mis sur le droit à la discussion, sur la démocratie à développer dans le parti, etc. Après avoir étroitement contrôlé et dirigé la pensée dans tous les domaines: art, sciences, littérature, théâtre, histoire, la direction doit redonner quelque liberté au moins dans certains domaines car, comme le montre toutes les critiques formulées dans la presse le P. C. (b) était sans vie et sans ressort. Par ce desserrement de la contrainte la direction veut redonner une vie et une cohésion au parti et par lui souder plus solidement les masses au gouvernement tout en redonnant de l'activité aux cadres.

En d'autres termes ce congrès est destiné avant tout à souder d'avantage le parti et la population autour du gouvernement en vue de la guerre, car celui-ci sent qu'il ne peut y avoir de défense réelle sans la participation des masses.

La leçon que les travailleurs de France doivent tirer de cette nécessité imposée au gouvernement soviétique c'est que c'est également leur activité, leur lutte contre les forces capitalistes qui pourra vaincre l'impérialisme et sauver les conquêtes de 1917 et celles des années récentes. C'est de leur action révolutionnaire et de la prise du pouvoir que dépend la victoire sur les armées impérialistes.

R. BLANGY.

Ce tableau montre qu'en ce qui concerne quelques-unes des productions de base les plus importantes ce n'est qu'en soudant les économies de l'U. R. S. S. et de l'Europe Occidentale que la force économique des U. S. A. pourra être égalée.

Ce n'est que lorsque le pouvoir sera pris par les travailleurs des pays capitalistes européens qu'on pourra repousser les forces du bastion de l'impérialisme. C'est à cette tâche que tous les communistes doivent se préparer.

PRODUCTION en millions de tonnes

	1951			1955
	U. S. A.	Gde-Bretagne France, Allem. de l'Ouest	U. R. S. S.	Prévisions du plan quinquenal
Charbon.	523	398,4	281	372
Pétrole.	309	1,7	42,3	70
Fer.	63,9	29,3	22,1	34,1
Acier.	95,4	39,2	31,3	44,2
Electricité.	370,2	147,4	103	162,5
(milliards de kwh)				

PRÉPARATION DES ASSISES DE VIENNE

LES TACHES DES COMMUNISTES AU CONGRÈS DE LA PAIX

par Michèle MESTRE

Le 5 décembre se tiendra à Vienne le Congrès des peuples pour la paix. Notre parti engage tous ses militants et sympathisants à participer à la campagne pour sa préparation. L'action consiste essentiellement à organiser dans les maisons, les entreprises, les quartiers des assemblées pour discuter des problèmes qui seront traités à Vienne et à diffuser les cartes du Congrès. Nous appelons les militants révolutionnaires à participer à ce Congrès car d'une part sa préparation entretient dans les masses une agitation contre la guerre et, d'autre part, suivant les directives données par les organisateurs, la libre confrontation des idées y est possible.

Le Congrès de Vienne se tiendra au moment où s'intensifient les préparatifs de la guerre impérialiste et où grandit l'hostilité des masses à ceux-ci. Le problème général qu'il va discuter sera celui de la paix et de la guerre. Conformément à la politique définie depuis plusieurs années par le Mouvement de la Paix, le Parti Communiste Français et la C. G. T., le Congrès des Peuples popularisera l'idée que le meilleur moyen de défendre la paix c'est de lutter pour obliger les fauteurs de guerre capitalistes à être moins agressifs. C'est ainsi qu'il s'agit de faire prévaloir « l'esprit de négociations sur les solutions de force »; c'est ainsi que le Congrès appellera les travailleurs à agir pour imposer le maintien de la coexistence pacifique entre les nations, et le désarmement général.

Il est normal que les gouvernements des pays antiimpérialistes s'efforcent de négocier avec les gouvernements des pays capitalistes sur tous les points en litige; il est normal aussi qu'ils essaient de gagner du temps afin d'être mieux préparés à résister à l'assaut que prépare contre eux l'impérialisme. Mais ce qui est erroné et dangereux c'est d'identifier la politique des gouvernements des pays antiimpérialistes à celle qui doit suivre le mouvement ouvrier.

Si l'on veut véritablement et efficacement lutter pour la paix il faut que l'action du mouvement ouvrier international repose sur la lutte intransigeante contre le capitalisme et ses préparatifs de guerre. Les travailleurs ne doivent pas être éduqués et mobilisés sur l'idée que l'on peut rendre le capitalisme moins agressif et plus conciliant, mais sur l'idée qu'il faut s'organiser pour l'abattre. Car le danger de guerre a pour cause l'existence du régime capitaliste qui prépare une nouvelle guerre pour se rouvrir les marchés qu'il a perdus ou qu'il est en train de perdre dans les colonies.

De même il est erroné de dire aux travailleurs que l'objectif de leurs luttes c'est le maintien de la coexistence pacifique entre les pays anti-impérialistes et les pays capitalistes. Au contraire, les travailleurs doivent être éduqués dans l'idée de l'antagonisme fondamental qui oppose ces pays de nature économique différente et de la nécessité du renversement du régime capitaliste partout où il subsiste, comme meil-

leur moyen de défendre l'U. R. S. S., la Chine, les Démocraties populaires.

Auguste Lecœur au Comité Central du P. C. F. le 3 septembre a répondu à Pierre Cot qui avait prétendu que la propagande pour la coexistence pacifique entre nations devait se compléter de l'action pour la coexistence pacifique entre patrons et ouvriers que cela était faux car alors ce serait renoncer à la lutte pour le socialisme. Mais la déduction de Pierre Cot était conséquente: en effet, si l'on croit sérieusement à la coexistence pacifique entre nations il faut renoncer à engager une lutte décisive contre la bourgeoisie de son propre pays car cette lutte à notre époque ne peut avoir comme conséquence que d'ébranler l'équilibre du monde et de déclencher l'attaque de l'impérialisme qui, par ce moyen, essaiera d'empêcher un nouveau marché de lui échapper.

Enfin, en ce qui concerne la question du désarmement général que réclamera le Congrès de Vienne, il faut dire aussi qu'elle est extrêmement dangereuse car elle dissimule aux travailleurs que le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre c'est le désarmement de la bourgeoisie par les ouvriers.

Les dirigeants du Parti Communiste Français ont, ces derniers mois, affirmé à plusieurs reprises que le Parti communiste et le Mouvement de la Paix étaient deux choses différentes et que leur politique ne s'identifiait pas obligatoirement. Mais en fait, dans la préparation du Congrès de Vienne, cette différenciation n'apparaît pas.

Cependant, si le Parti Communiste Français l'avait voulu il aurait pu développer dans la préparation du Congrès des conceptions véritablement communistes sur la question de la paix et de la guerre, de la coexistence pacifique entre nations, du désarmement général en laissant au Mouvement de la Paix la responsabilité de défendre ses propres idées.

La convocation du Congrès de Vienne n'en aurait pas pour autant été mise en péril car il aurait été alors tout à fait possible de faire l'unité avec le Mouvement de la Paix sur la stigmatisation des préparatifs de guerre et l'appel à l'organisation d'actions internationales de masse contre les guerres coloniales en cours, les budgets de guerre, la prolongation du service militaire. On pourrait même ajouter que le Congrès de Vienne aurait été ainsi un moyen de mobilisation réelle des masses car il aurait par la voix du Parti Communiste éduqué les masses dans l'idée que le sort de l'humanité dépend de leur capacité à abattre dans un proche avenir le régime capitaliste partout où il subsiste, pour instaurer le pouvoir ouvrier.

Ces idées les dirigeants du Parti Communiste Français ne les ont pas développées il appartiendra aux militants révolutionnaires de le faire dans la préparation du Congrès de Vienne.

Aveux sur les crimes en Corée

Les porte-paroles du Pentagone et de l'aviation américaine tentent de présenter les protestations chinoises et nord-coréennes contre le bombardement au napalm de centres civils par les troupes de l'O. N. U. comme « une nouvelle ligne de la propagande communiste » (« New-York Times », 19 août.).

Le général Nathan F. Twining, chef d'état-major de l'aviation américaine, proclame que l'aviation américaine « n'a jamais employé de napalm contre des civils ». Le secrétaire à la défense R. A. Lovett va plus loin en décrivant cyniquement le napalm comme « une arme comme une balle, une bombe ou une fusée ». Il ajoute que le feu a été utilisé comme une arme depuis « les temps bibliques » et considère les protestations chinoises et nord-coréennes comme « évidemment injustifiées » et comme une « forme de propagande ».

LEURS PROPRES TEMOINS ACCUSENT

Déjà à la Chambre des Communes anglaises des députés labouristes: Richard Stokes et Emerys Hughes et même un conservateur: Hinchingsbrooke s'étaient élevés contre l'utilisation du napalm en Corée. De plus l'organe officiel « La Voix de la Corée », de l'Institut des Affaires Coréennes de Washington, écrivait le 21 février 1951: « Bien que l'O. N. U. entra dans la guerre en juin dernier avec le noble but de « sauver le pays de l'agression » le patient meurt maintenant des coups sauvages que lui portent les armes modernes. La guerre extermine la nation coréenne. Des villes ont été rasées, des villages effacés... Déjà 1.00.000 de morts civils ont été dénombrés. Si cette cruelle guerre continue l'O. N. U. remporterait une victoire sur un pays de cendre et de mort. »

Nous reproduisons, d'après le journal trotskyste américain « The Militant » qui mène une magnifique campagne contre la guerre de Corée, les informations publiées par la presse bourgeoise sur les atrocités en Corée.

C'est dans cette guerre de classe que le gouvernement français a envoyé des troupes pour combattre la Révolution. Nous devons exiger le retrait du corps français en Corée et surtout unir nos forces pour instaurer un gouvernement des partis ouvriers qui devra immédiatement cesser toutes les guerres coloniales.

Le 25 juin 1951, Yongjeung Kim, président de cet institut, écrivait: « Un an de guerre a détruit plus de 70 % des maisons et des usines de toute une nation. Elle a pris la vie à plus de 10 % du peuple et a perturbé à des degrés divers la vie de 30.000.000 de Coréens ».

Comment 3.000.000 de civils ont-ils été tués si les bombardements ne touchaient que des objectifs militaires?

CE QU'ILS APPELLENT DES OBJECTIFS MILITAIRES

Le 2 février 1952 Geraldine Fitch, envoyé spécial de la « Nea », décrit les enfants brûlés soignés sur le navire hôpital danois « Jutland », il ajoute: « ils sont des milliers en dehors de ceux soignés sur le « Jutland » qui

furent blessés par les bombes de leurs protecteurs, les Américains. »

David Mc Connel, dans une dépêche de Corée, disait: « De l'autre côté de la route il y avait un champ couvert avec les corps de réfugiés qui apparemment furent pris dans un bombardement au napalm. »

George Barrett écrit dans le « New-York Times » du 8 février 1951: « Les habitants dans le village et dans les champs furent surpris et tués et gardèrent la position exacte qu'ils avaient quand le napalm frappa. Il y a dû avoir 200 tués dans un hameau. »

Homer Bigart, reporter du « New-York Herald Tribune » montre ce qu'étaient les « objectifs militaires » durant la retraite de Mac Arthur: « Finalement, dans notre désespoir aveugle, nous essayions de brûler chaque ville et chaque village... le long des routes vides venant de Mandchourie... Il résultait de ces attaques de nombreuses victimes civiles. Mais les chefs de l'aviation considéraient que ces civils étaient des sympathisants des Rouges » (!)

PRESQUE LA BOMBE ATOMIQUE

Le « New-York World-Telegram » du 15 février 1951 reproduit une déclaration de Hugh Baillie, président de l'Association de la Presse, qui a visité la Corée: « Comme moyen de tuer, le napalm peut être considéré comme proche de la bombe atomique. »

L'éditeur de « U. S. News and World Report », David Lawrence, écrit que les bombes au napalm sont des « armes de mort aussi terribles, sinon plus, que l'explosion d'une bombe atomique et ont frappés un terrible nombre de vies humaines. »